
Les relations commerciales entre la France et la Chine en 2015

Après un léger repli en 2013, les échanges commerciaux franco-chinois sont aujourd'hui en forte progression (+9,3% en 2015). Environ 177 M EUR sont échangés chaque jour. La Chine reste ainsi l'une des zones les plus dynamiques pour le commerce extérieur français, avec une croissance de +10,9% de nos exportations en 2015, bien supérieure à celle de nos exportations totales (+4,0%). Si l'aéronautique continue de constituer plus d'un tiers (36%) de nos ventes vers la Chine, nos exportations de biens de consommation dans les secteurs identifiés comme prioritaires (agroalimentaire, santé et cosmétiques notamment) sont en forte hausse depuis plusieurs années. Nos exportations dans le secteur agroalimentaire ont enregistré une hausse record (+49,7%), essentiellement due à une envolée de nos ventes de céréales. Malgré la chute des importations chinoises globales (-13,4% en valeur et en \$ en 2015 hors matières premières), les exportations françaises vers la Chine ont bien résisté en 2015, soutenues par les ventes de biens de consommation et du secteur aéronautique qui ont contribué à la légère progression de notre part de marché (+0,1 pt à 1,6%).

1. Aperçu global de nos échanges

Les échanges entre la France et la Chine continentale (hors Hong Kong et Macao) ont représenté 64,5 Mds EUR sur l'ensemble de l'année 2015. Le déficit commercial bilatéral demeure le premier au monde (à 28,6 Mds EUR).

La France semble moins exposée que ses principaux concurrents à la chute du commerce extérieur chinois (baisse de 9,8% des échanges en 2015) : sa part de marché augmente à 1,6% en \$ (passant de la 17ème à la 13ème place des fournisseurs de la Chine), devant le Royaume-Uni (1,2%) et l'Italie (1,0%), mais loin derrière l'Allemagne (5,5%). La chute des importations chinoises globales, qui a surpris par son ampleur (-18% en valeur ; -13 % hors matières premières), s'explique par des facteurs conjoncturels (chute des prix des matières premières, ralentissement de la croissance économique chinoise, croissance mondiale en berne affectant la demande) et structurels (rééquilibrage du modèle de croissance chinois vers la consommation interne et les services). Cette moindre exposition des exportations françaises au ralentissement des importations de la Chine s'explique notamment par une structure sectorielle dominée par les biens de consommation et l'aéronautique : la consommation chinoise a plutôt bien résisté au ralentissement de la croissance jusqu'à présent et les perspectives de croissance du trafic aérien ne sont pas remises en cause à ce stade.

2. Décompositions des exportations par secteurs

Les exportations françaises vers la Chine continuent d'enregistrer une forte progression en 2015 (+10,9% en 2015). La Chine se place en 2015 au 6ème rang des pays de destination des exportations françaises, alors qu'elle figurait à la 8ème place en 2014.

La structure des exportations françaises (17,9 Mds EUR en 2015) reflète le dynamisme des nouveaux besoins exprimés par la classe moyenne chinoise émergente. L'industrie aéronautique représente notre premier poste d'exportations (36% du total), suivie par la vente de biens d'équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique (19%), des produits issus des industries agricoles ou agroalimentaires (14%) puis des secteurs de la santé, chimie, des parfums et des cosmétiques (14%).

Le secteur aéronautique enregistre une hausse de 20,3% en valeur en 2015, principalement sous l'effet de la dépréciation de l'euro face au dollar américain en 2015, la majorité des commandes d'Airbus étant libellées en dollars.

La progression de 49,7% de nos exportations de produits issus des industries agricoles et agroalimentaires est le résultat d'une **envolée exceptionnelle des ventes d'orge (+322%)**. **Hors céréales, la croissance du secteur s'élève tout de même à +16,5%** grâce aux bons résultats en matière d'exportations de viandes de boucheries (+46,7%) et à la reprise des exportations de vins et spiritueux (+25,6%) qui retrouvent leur niveau de 2013 après avoir été lourdement affectées par les directives nationales sur la réduction des dépenses somptuaires et la campagne nationale de lutte anticorruption. Les exportations de produits laitiers et fromages chutent en revanche de 13,8%, essentiellement en raison de la chute des prix mondiaux et d'une accumulation en Chine de stocks de lait infantile et de lactosérum.

Le secteur santé et cosmétiques enregistre quant à lui une croissance de 12,8% en 2015, stimulé par la hausse des ventes de produits pharmaceutiques (+15,8%) et le dynamisme constant du secteur cosmétique (+9,0%).

En revanche, après une année dynamique (+19% en 2014), **les exportations du secteur automobile sont en mauvaise posture (-19,3%)** en raison de la chute des ventes de boîtes de vitesses, pneumatique, freins, parties et accessoires. Les ventes de véhicules automobiles augmentent cependant de 15%.

3. Décomposition des importations par secteurs

Les importations françaises de biens chinois augmentent de 8,7% en 2015 et atteignent 46,6 Mds EUR. La Chine reste en 2015, le deuxième fournisseur de la France, derrière l'Allemagne. La part de la France dans les exportations chinoises reste stable (22^{ème} client).

Malgré la volonté affichée des autorités chinoises de favoriser la montée en gamme de son industrie, les importations françaises demeurent majoritairement composées de produits chinois à faible valeur ajouté locale destinés au consommateur final (équipements de communication, appareils électriques et électroniques, textile, jouets, etc.) Elles sont tirées par les secteurs des produits informatiques, électroniques et optiques (30 % du total), textile, habillement, cuir et chaussures (23 %) et équipements électriques et ménagers (11 %).

4. Les échanges de services sont par ailleurs significatifs, avec 4,3 Md€ d'exportations françaises vers la Chine en 2014, et un excédent pour la France, de 250 M€.

Les exports français consistent principalement dans des services de transports (1,7 Md€), dans les recettes du tourisme chinois en France (0,8 Md€ selon la Banque de France), dans des services divers aux entreprises (0,9 Md€) et dans les revenus de la propriété intellectuelle (0,3 Md€).

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.